

Journalistes de RFI tués au Mali : des proches demandent de nouvelles déclassifications



☒ Ghislaine Dupont, 57 ans, et Claude Verlon, 55 ans, avaient été enlevés lors d'un reportage pour Radio France Internationale (RFI) puis tués le 2 novembre 2013. © Crédit photo : AFP

Les deux journalistes Ghislaine Dupont et Claude Verlon avaient été assassinés lors d'un reportage au Mali en 2013. Mais la lumière n'a jamais été faite sur les circonstances du drame.

Des proches de Ghislaine Dupont et Claude Verlon, deux journalistes de Radio France Internationale (RFI) assassinés au Mali en 2013, ont réclamé vendredi de nouvelles déclassifications de documents couverts par le secret défense, « une entrave à la manifestation de la vérité ».

« Le secret défense nous empêche d'avancer, ça ne nous permet pas de fermer une porte ou peut-être d'en ouvrir une autre », a regretté lors d'une visio-conférence de presse M^e Marie Dosé, avocate de l'association « Les amis de Ghislaine Dupont et Claude Verlon », partie civile.

Ghislaine Dupont, 57 ans, et Claude Verlon, 55 ans, avaient été enlevés lors d'un reportage pour Radio France Internationale (RFI) puis tués le 2 novembre 2013 près de Kidal, quelques mois après l'opération française Serval destinée à contrer des jihadistes menaçant de prendre Bamako.

Si ce double assassinat a été revendiqué par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), la lumière n'a jamais été faite sur les circonstances précises du drame. Et le poids du secret défense est régulièrement dénoncé par les familles des victimes et des associations.

Selon la version officielle, un convoi de militaires français avait découvert le corps des reporters, tués par balles, non loin du pick-up de leurs ravisseurs. Ce dernier était tombé en panne, d'après les enquêteurs, qui privilégient la thèse d'une prise d'otages ratée d'un groupe jihadiste.

« On ne croit pas à la théorie officielle »

« On ne croit absolument pas à la théorie officielle [...] ils ont été tués pour une raison qu'on ne connaît pas », a déclaré *Antoine Glaser*, vice-président de l'association.

« Les parties civiles continuent de s'interroger sur le rôle des militaires français et des forces spéciales sur place », a rapporté M^e Dosé, demandant au juge d'instruction de « diligenter des demandes de déclassifications » notamment autour du rôle du Malien **Sedane ag Hita** – « co-organisateur » du double assassinat – dans la libération à l'automne 2020 de quatre otages au Sahel, dont **Sophie Pétronin**.

« Avec qui a-t-il été en relation dans le cadre de ces négociations ? Est-ce une entreprise de réhabilitation dans son pays ? Quid de la relation de la France et le Mali dans ce dossier-là ? », s'est-elle interrogée, espérant par ailleurs que puisse être entendu l'ancien chef des services de renseignement malien, le général **Moussa Diawara**, arrêté en juillet dans l'enquête sur la disparition d'un journaliste en 2016.

Baye Ag Bakabo, considéré comme le co-commanditaire du rapt des deux journalistes de RFI, cadre d'Aqmi, a lui été tué le 5 juin au Mali par les militaires français de l'opération Barkhane. « Ce type d'opération est un frein à la manifestation de la vérité », a déploré M^e Dosé. •